

Capitalisme et pays du Sud

Constat

40% de la main-d'œuvre mondiale est exploitée et vit dans la pauvreté extrême. Comme pour les crises climatiques, alimentaires et énergétiques, les pays les plus pauvres sont victimes de l'irresponsabilité du modèle de développement imposé par les pays riches et leurs institutions financières.

Le poids de la dette asphyxie les finances publiques et saigne les populations.

La crise alimentaire a donné lieu à une nouvelle stratégie d'accaparement des terres agricoles par des groupes étrangers transnationaux privés.

Enjeux

Le ralentissement de la croissance mondiale.

La généralisation de l'économie informelle et donc la dégradation notable des conditions de travail.

L'intensification des inégalités entre les salaires les plus bas et les plus élevés provoqueront de fortes tensions sociales.

L'intensification de la fuite des travailleurs du Sud.

L'impact négatif de la crise sur la croissance des exportations.

Réduction de l'Aide publique au développement et du financement public des Objectifs du millénaire pour le développement.

Propositions

L'annulation de la dette des PED.

L'annulation des créances belges sur les PED.

Augmenter la part des salaires dans le PIB.

Atteindre l'objectif des 0,7% du PIB pour l'aide public au développement en 2010.

Mettre fin aux politiques de déréglementation, de privatisation et de libéralisation.

Diminuer le commerce des armes et les budgets de sécurité et défense.

Engager un volume de financement plus imposant sur le développement des services publics au Sud, sur l'amélioration de l'infrastructure économique, sur l'augmentation des revenus et sur la création d'emplois décents.

Interdire toute implantation dans les zones franches.

Mettre l'agriculture vivrière au cœur des politiques de développement.

Constat

En 2007, le marché de l'emploi mondial compte 3 milliards de personnes de plus de 15 ans, au travail. Le nombre de travailleurs sans emploi est estimé à 190 millions. Le marché du travail mondial est caractérisé par un niveau de pauvreté très élevé et des inégalités sociales insoutenables. 486 millions de travailleurs (et leur famille) survivent avec moins de 1 \$ US par jour. Un milliard trois cents millions de travailleurs (et leur famille) se contentent d'un salaire journalier inférieur à 2 \$ US. En d'autres termes, 40% de la main-d'œuvre mondiale est exploitée et vit dans la pauvreté extrême. Une fois de plus, comme pour les crises climatiques, alimentaires et énergétiques, les pays les plus pauvres sont victimes de l'irresponsabilité du modèle de développement imposé par les pays riches et leurs institutions financières.

Les montants totaux des créances du Club de Paris¹, hors intérêts de retard, s'élèvent à 330,2 milliards \$. La dette extérieure publique pour l'ensemble des pays en voie de développement est estimée à 1.350 milliards \$ (moins de 2% des créances mondiales). Le poids de la dette asphyxie les finances publiques et saigne les populations. Pour assurer leur capacités de remboursement, les pays endettés se voient imposer des conditionnalités macro-économiques, basées sur une contraction des dépenses de l'Etat aux dépens des services publics, de l'éducation et de la santé ; la privatisation et une production orientée vers le marché extérieur (au détriment des besoins des populations nationales).

Si l'on met dans la balance l'ensemble des flux financiers : l'APD, les IDE, le remboursement de la dette, les envois des fonds des travailleurs migrants vers les pays d'origine, le rapatriement des bénéficiaires et les flux illicites (fraudes fiscales, douanières), on constate que la majorité des flux chemine des pays du sud vers les pays du nord (inversion des flux).

Par ailleurs, la libéralisation du commerce et l'investissement de capitaux privés n'ont pas dynamisé les économies des pays pauvres. Elles n'ont eu qu'un impact limité sur la création d'emplois productifs et décents. Dans le contexte de crise de liquidité, les transnationales renforceront certainement les mécanismes financiers permettant le rapatriement des bénéficiaires, l'évasion fiscale et la fuite des capitaux.

Les récentes hausses des prix agricoles ont provoqué une crise alimentaire généralisée dans le monde en développement. La part du revenu consacrée à l'alimentation atteint 60 à 90% dans les pays en développement. Cette situation a conduit à des émeutes de la faim dans de très nombreuses régions du monde.

La simultanéité des crises alimentaire et financière a donné lieu à une nouvelle stratégie d'accaparement des terres agricoles par des groupes étrangers transnationaux privés et à une ruée sur l'acquisition des surfaces arables en vue d'y développer de nouvelles productions de l'agro-industrie ou des biocarburants (secteur qui attire les fonds spéculatifs à la recherche de valeurs sûres). Deux motivations sont ici en action : la volonté de certains Etats de garantir à leur population une souveraineté alimentaire au départ de productions extérieures et la recherche de nouveaux débouchés pour des liquidités qui fuient l'instabilité des marchés financiers. Les terres arables deviennent ainsi de nouveaux actifs stratégiques compte tenu de la hauteur des prix alimentaires et la faiblesse des prix fonciers. Nous sommes devant une nouvelle forme de colonialisme foncier qui se développe sur les ruines

¹ Le Club de Paris regroupe 19 pays des plus importants pays créanciers dont la Belgique.

des politiques d'ajustement structurel menées par les « grandes » institutions financières internationales mais également par l'OMC.

Enjeux

1. Ralentissement de la croissance mondiale. Ces effets, combinés à la crise alimentaire, plongeront des centaines de millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté : femmes et jeunes travailleurs étant les plus vulnérables.
2. La généralisation de l'économie informelle et donc la dégradation notable des conditions de travail, des salaires, des systèmes de protection sociale et des droits syndicaux.
3. L'intensification des inégalités entre les salaires les plus bas et les plus élevés provoqueront de fortes tensions sociales et des mouvements de protestations populaires.
4. L'intensification de la fuite des travailleurs du Sud (travailleurs migrants) au sein des pays, entre les pays/régions et entre les continents.
5. Réduction de l'Aide publique au développement² compte tenu de la crise qui touche les pays donateurs.
Restriction du financement public dédié aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).
6. L'impact négatif de la crise sur la croissance des exportations (le ralentissement du commerce mondial est estimé à 2,5% pour 2009), sur les cours des produits de base et donc sur les revenus liés aux exportations de ces produits, sur les flux d'investissements privés et sur l'accès aux lignes de crédit.

Propositions

L'annulation de la dette des PED est la mesure fondamentale à adopter pour lutter contre les inégalités et la pauvreté.

L'annulation des créances belges sur les PED.

Exiger la participation des mouvements sociaux dans l'audit qui va être fait sur l'ensemble des créances belges et identifier les dettes illégitimes et odieuses (exemple de la Norvège).

Promouvoir et renforcer les mesures qui protègent les travailleurs vulnérables en garantissant le financement de la protection sociale pour tous et assurant des programmes de reconversion et de formation professionnelles ciblés sur les jeunes, les femmes et les travailleurs de l'économie « informelle ».

Augmenter la part des salaires dans le PIB (négociation collective via le BIT, les Conseils d'entreprises européens, les accords cadres internationaux, les CE d'entreprises...).

Demander à la Belgique qu'elle ratifie la Convention sur la protection des droits des travailleurs migrants.

Le calendrier précis pour atteindre l'objectif des 0,7% en 2010 doit être adopté de manière contraignante et irréversible.

² L'APD se compose principalement de prêts (concessionnels) et de dons.

Allouer l'APD au financement de l'infrastructure et de l'économie afin de créer des emplois productifs et décents.

Pour sortir de la crise, les pays pauvres doivent mettre fin aux politiques de déréglementation, de privatisation et de libéralisation. En recouvrant leur souveraineté nationale, ils retrouveront une marge d'action afin de mener les politiques adéquates pour faire progresser la condition sociale, économique et environnementale de leur Etat.

Engager un volume de financement plus imposant sur l'amélioration de l'infrastructure économique, sur l'augmentation des revenus et sur la création d'emplois productifs et décents.

Diminuer le commerce des armes et les budgets de sécurité et défense.

Octroi de crédit à l'exportation moyennant le respect de clauses sociales et environnementales par les firmes bénéficiaires.

Introduire, sous forme contraignante, les principes directeurs de l'OCDE dans les accords bilatéraux sur les investissements signés par la Belgique (investissement socialement responsable).

Introduire les principes directeurs de l'OCDE dans les conditionnalités de l'octroi des crédits à l'exportation (AWEX, Sofinex, Finexpo, SBI et BIO) et des assurances crédit à l'exportation (Ducroire) (pour les maisons-mères, filiales et sous-filiales).

Interdire toute implantation dans les zones franches.

Mettre l'agriculture vivrière au cœur des politiques de développement. ■

